



UNE COORDINATION POUR L'ÉCOLOGIE AU SERVICE DE TOUTES ET TOUS

Nous, mouvements de l'écologie politique, proposons d'organiser la coordination de nos actions dans la perspective de porter l'écologie au pouvoir pour réussir la transformation écologique de la France et créer les conditions d'une parfaite qualité de vie pour les habitantes et les habitants de notre pays.

Nos constats partagés

1. Nous sommes en état d'urgence écologique

Conserver une planète habitable pour l'humanité et le vivant est devenue l'urgence première. Les connaissances scientifiques témoignent de déstabilisations majeures du système Terre résultant des activités humaines, porteuses de risques d'effondrements :

- **Le dérèglement climatique** est sur une trajectoire telle que ses effets se font déjà nettement sentir, et qu'une part de destructions irréversibles, associées à un réchauffement de +2°C, apparaît désormais comme difficilement évitable, même avec une inflexion forte, rapide et mondiale des émissions de gaz à effet de serre. En l'absence d'une telle rupture, les impacts comme les phénomènes climatiques extrêmes deviendraient autrement plus massifs, généralisés et destructeurs ; un emballement et une accélération des effets du changement climatique pourraient advenir ;
- **L'extinction du vivant** s'accélère à un rythme vertigineux. L'effondrement de la biodiversité n'est plus une prévision, mais un fait constaté. Il est porteur de menaces graves pour l'équilibre des écosystèmes, la sécurité alimentaire, la vie et la santé humaine exposées notamment aux risques de pandémies ;
- **Les pollutions chimiques** affectent également de manière massive l'environnement et la santé humaine ;

Ces bouleversements, qui caractérisent l'Anthropocène, sont entrés désormais dans une phase d'accélération exponentielle insoutenable pour le système Terre. Le dépassement des

limites planétaires, les interactions entre ces dynamiques et les incertitudes qui s'y rattachent, constituent **une menace existentielle** pour le vivant et pour l'humanité.

2. Le bien-être humain est mis en danger par la société d'hyperconsommation

Nos sociétés sont placées dans une situation de vulnérabilité accrue, sans précédent ni équivalent historique. Les conséquences et les causes sont liées :

- **Le productivisme et le consumérisme**, basés sur la prédation sans limite des ressources organisée par la civilisation thermo-industrielle, déshumanisent largement nos vies quotidiennes, et menacent le lien et la cohésion sociale ;
- **Toutes les formes d'inégalités** s'aggravent ;
- **La satisfaction de nos besoins de base**, physiologiques comme psychiques, est remise en cause ;
- **La prise de conscience** de ces menaces nouvelles et l'incertitude généralisée produisent des impacts psychologiques profonds affectant la santé mentale.

3. Il résulte de l'urgence écologique un état d'urgence politique

Face à ces constats, les pouvoirs, à l'échelle internationale comme nationale, s'enferment dans le déni de l'urgence, l'immobilisme, la servilité à l'égard des lobbies ou encore le mythe de la croissance infinie. Ce faisant, ils nourrissent les tentations de replis autoritaires ou nationalistes qui menacent la démocratie elle-même. Face au risque de basculement dans la barbarie, l'écologie est la seule issue de secours positive pour l'humanité.

Les approches consistant à « verdir » les orientations des grandes formations issues de l'histoire politique de notre pays ayant échouées, nous affirmons la nécessité d'une écologie politique indépendante des anciens clivages partisans pour mettre en œuvre une approche intégrale de l'écologisation de toutes les politiques publiques. C'est sur cette seule base que pourra se construire une coalition de transformation écologique.

Nos valeurs

Écologistes, nous respectons le vivant, le climat, la santé, l'alimentation, les biens communs. Le respect de tous les êtres vivants et le destin de l'humanité sont intimement liés. Nous sommes opposés à une conception utilitariste de la nature.

Nous inscrivons la civilisation écologique dans le prolongement des combats pour l'émancipation héritées de la Révolution française et de la construction de notre République. Ses insuffisances en matière d'égalité, de justice, de démocratie, de décentralisation, ou encore de respect des limites planétaires ne sont pas des motifs pour la rejeter, mais au contraire un appel à la faire grandir, en poursuivant l'action historique pour

l'émancipation et en l'élargissant au respect de l'ensemble du vivant dont l'humanité fait partie ;

Nous sommes écoféministes en ce que nous reconnaissons le lien qui existe entre la domination des femmes par les hommes, c'est-à-dire le patriarcat, et la domination-destruction de la nature par l'espèce humaine. L'écoféminisme est un levier essentiel pour la transformation écologique, pour la justice sociale et pour la réinvention de notre relation au vivant.

Nous sommes les héritières et les héritiers du programme du Conseil national de la Résistance, et des conquêtes pour la justice sociale. Nous concevons l'État Résilience que nous appelons de nos vœux comme une nouvelle étape historique de la construction de l'État Providence.

Nous sommes internationalistes, universalistes, européens, et altermondialistes. Nous refusons toute forme de domination ou de discrimination. Nous reconnaissons le rôle historique de l'esclavage, de la colonisation et de l'impérialisme dans l'accélération de l'exploitation des humains et de la prédation des ressources. Pour nous, l'écologie affirme nécessairement l'unicité du genre humain et l'universalité des droits humains, sans aucune distinction, considère la diversité comme une richesse vitale et étend ces principes aux droits de la nature. L'écologie est par essence antiraciste, antisexiste, antihomophobie, antilesbophobie etc. Face à des bouleversements qui mettent en cause le destin même de l'humanité, notre projet est planétaire et par voie de conséquence, universel.

Nous sommes à 100% pour la laïcité. Pour nous, elle ne constitue pas seulement un principe de séparation entre l'État et les religions, elle est un principe d'émancipation et de liberté. Aucune loi religieuse n'est supérieure à la loi Républicaine. La laïcité est la condition de toute pensée et de toute spiritualité libre.

Nous sommes radicalement opposés à toute forme de violence, pour le droit à la sûreté et à la sécurité, pour toutes et tous, et partout. L'État de droit, la justice, l'ordre public, l'application égale de la loi sur tout le territoire de la République, ne sont pas seulement des principes fondamentaux de la démocratie, ils assurent la paix civile et permettront à chacune et chacun de vivre dans une société non-violente.

Nous sommes anti-lobbies. La probité, l'exemplarité, la séparation stricte entre la décision publique et les intérêts privés, la lutte contre la délinquance en col blanc et la corruption, sont un préalable pour toutes celles et ceux qui veulent réussir la transformation écologique de la société, tant ces intérêts minent la démocratie et bloquent le changement.

Nous sommes jacobins et girondins. Nous sommes favorables à l'intervention de l'État dans l'économie et ne croyons pas à la main invisible du marché. Nous militons pour faire prévaloir l'écologie et la préservation des biens communs, par la régulation sociale et écologique de l'économie de marché. Nous affirmons que la conception ancienne des missions régaliennes de l'État doit désormais être élargie à la sécurité écologique et à la résilience face au changement climatique. Et nous sommes opposés à un État patriarcal, vertical, centralisateur, bureaucratique, technocratique et finalement impuissant. Nous croyons à la transformation

de la société par la libération des énergies des territoires, des forces vives et des corps intermédiaires, des associations, des entreprises et des salariés.

Nos objectifs

1. Organiser une société écologique résiliente et respectueuse du vivant :

La part certaine des bouleversements en cours oblige dès à présent à organiser la résilience (la capacité de faire face au choc, de l'absorber et s'adapter) pour maintenir les fonctions vitales et essentielles de la société. Il en va de la mission régalienne de l'État pour assurer la sécurité de la vie en société et de protéger les conditions d'existence de la Nation.

Cet Etat-résilience doit avoir pour objectifs de :

- Placer **la sobriété énergétique** au cœur de toutes les politiques publiques et transformer le modèle énergétique ;
- Assurer **la progression constante des actions de protection de l'environnement**, de la santé et leur effectivité ;
- Assurer la gestion de crise, fixer le cadre, les règles, **les normes de la résilience**, et en permettre le contrôle par **la police et la justice environnementale** ;
- Libérer le pays de la puissance des lobbies : **la République doit être incorruptible** ;

Pour cela, il est indispensable de s'en donner les moyens :

- **Changer de modèle économique** pour aller vers une économie permacirculaire, qui intègre les enjeux écologiques à la racine de la production ;
- Engager **la fin des logiques extractivistes** ;
- **Changer la comptabilité et la fiscalité pour internaliser les coûts externes** (analyse de cycle de vie...), remplacer les indicateurs économiques par des indicateurs de bien-être et de respect des limites planétaires ;
- Réformer l'État pour **mettre fin à l'impuissance de la bureaucratie actuelle** ;
- **Décentraliser pour une plus grande autonomie locale** permettant de réduire les vulnérabilités ; organiser dans les territoires le déploiement des actions de prévention et d'adaptation au changement climatique et de régénération du vivant ;
- Agir collectivement et **de façon adaptée à toutes les échelles**.

Le contrat républicain entre la population et les personnes élues est ainsi renoué, car porteur de sens et d'engagement apportant aux citoyennes et citoyens la sécurité sociale écologique attendue.

2. Construire une société laïque et écoféministe, qui permet à chacune et chacun de s'émanciper par l'éducation et la culture :

L'écoféminisme est porteur d'une révolution anthropologique qui abolit la domination sur la nature par l'espèce humaine, autant qu'il abolit l'infériorisation des femmes :

- **Assurer l'effectivité de la laïcité** en imposant enfin l'égalité femmes/hommes et la primauté absolue de la loi républicaine, notamment par la défense des lois de 1905, 2004 et 2010 ;
- **Mettre fin au système patriarcal** ;
- Rendre concret et efficient **l'égal accès des femmes et des hommes à l'éducation, au travail, au pouvoir, à la liberté de procréer ou de ne pas procréer** ;
- **Agir contre toutes formes de destruction des libertés humaines fondamentales** ;
- Redonner à l'école **le rôle de formation de citoyennes et de citoyens libres**.

3. Renouveler et étendre la démocratie :

La transformation écologique, tout comme l'ensemble des défis sociaux et républicains que notre pays doit relever, imposent de toute urgence un profond changement démocratique :

- **Rompre avec le présidentielisme, en supprimant l'élection au suffrage universel du président de la République**, qui, en concentrant les pouvoirs dans les mains d'un seul, a vidé le parlement de sa substance, et empêche le développement d'une démocratie réellement délibérative et coopérative ;
- **Donner place à la science dans la démocratie, en protégeant la recherche scientifique indépendante** et en organisant la façon dont l'état des connaissances scientifiques contribue à fonder la décision publique dans **l'évitement total des conflits d'intérêts** ;
- **Étendre la démocratie et les principes de la République au numérique** : s'attacher aux défenses des libertés individuelles et aux droits humains en luttant contre une transformation liberticide de la société, réduisant drastiquement la liberté de choix, la capacité de comprendre le monde dans lequel nous vivons. Cela signifie notamment la reconquête de la propriété de nos données individuelles, le refus de la toute-puissance des GAFAM et de la surveillance quasi permanente de tout un chacun ;
- **Donner à toutes et tous une place dans la prise de décision** ; mettre en place une démocratie réellement délibérative et participative assurant la pluralité du débat et la liberté d'expression ;
- **Garantir la pluralité du débat**, et le droit d'affirmer dans l'espace public ses opinions sans avoir peur dans le cadre de **médias indépendants**.

4. Construire une société juste et solidaire :

Rendre possible la transformation écologique et la rendre souhaitable pour toutes et tous implique de résoudre les difficultés et de lever les obstacles auxquels se heurtent nos concitoyennes et concitoyens, en fonction de leur métier, du territoire où elles et ils vivent, de leurs moyens :

- **Réduire les inégalités** à la fois pour des raisons éthiques évidentes et parce que c'est la condition incontournable à la fois de la transformation écologique et du respect des valeurs républicaines. Cela suppose de revoir totalement notre fiscalité et l'organisation de nos services publics ;
- **Redonner au service public les moyens de son action** qu'il s'agisse de l'école, de l'hôpital, de la police ou de la justice, les plus fragiles étant par définition ceux qui en ont le plus besoin ;
- **Assurer une égalité réelle sur tout le territoire** dans l'accès aux soins, au service public en général et au partage de la richesse nationale ;
- **Transformer de manière active le fonctionnement des entreprises** pour permettre une réelle participation des salariés aux choix de l'entreprise et au partage de la richesse ainsi créée ;
- **Encourager les entreprises à développer une nouvelle créativité** et à réexaminer toute leur chaîne d'approvisionnement et de production ;
- **Reconnaître la créativité du travail manuel et intellectuel, libérer les initiatives sociales ou privées dans le respect des limites planétaires**, valoriser partout et pour tout type d'activité les réussites ;
- **Favoriser les nouveaux métiers, la formation, l'apprentissage, la réindustrialisation** de manière à recréer des emplois pérennes et assurer l'autonomie de nos territoires, qu'il s'agisse d'une autonomie énergétique, alimentaire, digitale ou industrielle.

4. Construire une société non-violente, joyeuse et conviviale capable d'inspirer au-delà de nos frontières :

Bâtir un projet de société écologiste, c'est créer les conditions de la paix : paix avec l'animal, paix avec le végétal, paix entre nous. C'est un nouvel imaginaire puissant, qui donne un sens à la vie collective :

- **En permettant à chacune et chacun de ralentir**, et d'avoir plus de temps pour des activités non-marchandes, familiales, éducatives, culturelles, sportives, épanouissantes ;

- En plaçant **les liens humains et la convivialité au cœur des valeurs centrales de notre société**, et non les valeurs de l'argent ;
- En prenant **toutes les décisions en fonction du monde habitable que nous voulons transmettre aux générations futures.**

Notre coordination

Fortes de leur histoire et de leur diversité, nos organisations ont œuvré à la création du Pôle écologiste qui rassemble l'ensemble des formations de l'écologie politique. Il s'agit à nos yeux d'une étape pour aller vers la création d'une grande formation de l'écologie de gouvernement que nous appelons de nos vœux.

Dans cette perspective, nos formations politiques agiront ensemble et parleront d'une même voix pour être utiles et permettre à l'écologie politique **d'élargir son audience électorale et d'accéder aux responsabilités en France.**

Sans renoncer à leur autonomie ni aux règles de gouvernance qui leur sont propres, **nos organisations décident de se coordonner concernant :**

- Des prises de position sur les sujets d'actualité ;
- La construction du projet des écologistes pour la France, à partir des constats, valeurs et objectifs affirmés dans la présente déclaration ;
- L'unité des écologistes et le dépassement des organisations actuelles de l'écologie politique pour aboutir à la création d'un grand parti des écologistes rassemblant toutes les forces écologistes ;
- La stratégie électorale et politique des écologistes pour les élections locales et nationales, en particulier les élections régionales de 2021, ainsi que les élections législatives et présidentielles de 2022.

Le 18 décembre 2020.